

Madame, Monsieur,

Tout d'abord nous tenons à vous remercier de votre contact, ce qui n'a pas été le cas avec d'autres médias tels que FRANCE 3 ou Radio France Hérault entre autres. Je pense que des modestes candidats présentés sous la bannière "Union Essentielle", mouvement très récents de citoyens en colère, n'intéresse pas les médias "traditionnels".

Concernant les 3 points pour lesquels vous souhaitez connaître notre position, vous l'avez rappelé indirectement, ils n'interviennent pas dans les prérogatives du département ni de la région pour laquelle nous avons également déposé une liste « Union Essentielle ».

Cependant, à l'instar des motivations qui nous ont poussé à candidater, à savoir la perte importante de libertés qui risque fort d'être pérenne sous prétexte fallacieux d'une crise sanitaire "d'ampleur planétaire" d'une part, et l'absence permanente de démocratie subie depuis des décennies en raison de l'accapuration du pouvoir par les élus politiques sans aucun comptes rendus à la Nation d'autre part, nous ne pouvons occulter vos questions :

- Audit public destiné à identifier les détenteurs de la dette publique de la France :

Il est totalement évident que cela fait partie de la transparence qu'un Etat doit à la Nation afin que celle-ci puisse estimer la part détenue par ses entités financières ou non au niveau national, celles de ses "alliés" et enfin celle d'entités souveraines ou non, qui, mal intentionnées, pourraient créer des désordres financiers d'envergure, le cas échéant. (Euphémisme)

A partir des éléments recueillis lors de cet audit, il conviendrait de lancer des consultations citoyennes sur ces sujets financiers. Les citoyens sont abreuvés de statistiques et sous couvert de la dette, le pouvoir nous oblige à différentes mesures. Toutes les façons de considérer l'argent et les échanges méritent d'être revisités. Une nouvelle façon d'échanger doit se développer. Sans les citoyens ce sera toujours quelque chose de vide de sens et donc de dangereux pour le Peuple.

Nous n'avons bien entendu pas le résultat des conventions citoyennes que nous appelons de nos vœux, toutefois nous pouvons vous donner notre sentiment personnel en guise de première réponse.

- Séparation des métiers de la banque : c'est le serpent de mer depuis de nombreuses années. Le système financier mis en place au fil des ans a permis une grande opacité entre les opérations de dépôt et de crédit d'une part et d'investissements plus ou moins spéculatifs d'autre part. Nous pensons que l'idéal serait une séparation de ces métiers au niveau des

entreprises elles-mêmes. Autrement dit, dans un délai déterminé, chaque établissement bancaire devra choisir son métier et n'exercer que celui-là. Les banques d'investissements étant alors tenues de recourir à l'emprunt auprès des banques de crédit selon des normes régulées. Malheureusement les effets de la mondialisation à marche forcée ne vont pas dans ce sens. Nous savons ce qu'il en a coûté en 2008.

- Le 3ème point consistant à revenir à une politique monétaire nationale relève, comme vous le savez de l'adhésion de la France à l'Union monétaire Européenne.

Pour parvenir à émettre des emprunts nationaux par la Banque de France, il nous faudrait obtenir pour le moins un accord de l'Union, ce qui, là aussi, semble aujourd'hui en tous cas, utopique, tant les convergences entre les principaux pays de l'Union sont présentes en matière d'uniformisation et du monopole de la BCE à ce niveau.

Il est vrai que ce type de décision, sous couvert d'avoir réalisé et estimé le point N°1 ci-dessus, aurait le mérite de rechercher l'adhésion et la participation du Peuple de France à des projets nationaux de bons aloi.

Nous espérons avoir à peu près répondu à vos questions et souhaitons que les réponses apportées puissent se réaliser. Dans la mesure de nos modestes moyens, si nous sommes élus, nous travaillerons, entre autres tâches, à y parvenir.

Les candidats Union Essentielles des cantons 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de l'Hérault (1 à 6 de Montpellier)"